

Rapport annuel Jahresbericht

—
2019

Ministère public



POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Ministère public MP
Staatsanwaltschaft StA

Table des matières

1.1	Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2019	4
1.1.1	Partie générale	4
1.1.2	Tableaux statistiques	15
1.1	Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2019	17
1.1.1	Allgemeines	17
2.1.2	Statistische Tabelle	28

Introduction

Au Conseil de la magistrature


Monsieur le Président du Conseil de la magistrature,
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil de la magistrature,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-après le rapport sur l'administration du Ministère public du canton de Fribourg pour l'année 2019.

Fribourg, le 22 janvier 2020



Fabien Gasser
Procureur général



Raphaël Brenta
Greffier-chef

1.1 Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2019

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Remarques générales

L'année 2019 a été particulièrement éprouvante pour le Ministère public, qui fait face à une charge de travail qui dépasse désormais la limite de ses capacités. La jurisprudence toujours plus exigeante du Tribunal fédéral notamment en matière de principe de l'accusation, de droit d'être entendu des parties, d'obligations pour le magistrat¹ de rendre des décisions au cas par cas ou encore de scellés, qui appellent des requêtes toujours plus nombreuses des avocats, entraînent une augmentation générale de la charge de travail indépendamment du nombre de dossiers traités. Ce nombre étant en outre en augmentation depuis 2016, il s'ensuit une charge globalement très lourde.

En termes de chiffres, la situation se distingue comme suit de l'année précédente. Le Ministère public a à nouveau connu une augmentation du nombre des procédures enregistrées (+ 630 unités) et par voie de conséquence du nombre de dossiers pendants au 31 décembre 2019 mais dans une proportion moindre (+ 180 unités). Ses ordonnances pénales définitives ont aussi subi une augmentation (+ 529 unités), alors que la proportion du nombre des dossiers liquidés dans les trois mois depuis leur enregistrement diminue légèrement à 59.5% (- 4.65 points). Enfin, les renvois aux Tribunaux d'arrondissement se sont un peu réduits (- 35 unités) et le recours à la détention avant jugement demeure toujours élevé (+ 15 personnes détenues).

Outre cette augmentation des charges, le Ministère public a dû faire face en 2019 au remplacement de huit congés maternité ; il ne peut que se réjouir de cet essor. Mais il a dû aussi pallier les absences pour des motifs de santé de plusieurs autres collaborateurs. La plupart des remplacements ont pu être organisés à l'interne. Le personnel du Ministère public s'est montré exemplaire dans cette situation, il a répondu présent aux demandes de remplacement, il a fait preuve de solidarité entre les équipes judiciaires.

Par leur engagement sans faille, les procureurs et collaborateurs n'ont ainsi pas ménagé leurs efforts pour assurer la bonne marche du service. Ils méritent la pleine reconnaissance des soussignés.

Le Ministère public constate également un durcissement des positions des justiciables et de certains avocats. Il ne s'agit certainement pas d'un fait propre au monde judiciaire, mais d'une tendance qui s'observe dans la société en général. Les positions intransigeantes se font fréquentes, et certaines affaires pénales sont sources de tensions et de tracas y compris pour les magistrats qui les instruisent. Le code de procédure pénale offre d'ailleurs de très nombreuses possibilités de contester pratiquement toutes les décisions de procédure du Ministère public.

Les personnes prévenues peuvent aussi se faire menaçantes voire révéler leur agressivité en cours d'audition. Ce constat confirme si besoin que l'installation du portique de sécurité à l'entrée des locaux était nécessaire.

Finalement si le Ministère public se réjouit de la qualité des médias cantonaux et de l'excellente collaboration avec les journalistes, il constate néanmoins que la presse est de plus en plus utilisée par les personnes prévenues pour contester hors cadre judiciaire les avancées de certaines procédures. Et la publicité donnée aux déclarations parfois fracassantes des parties ne peut être contrée en raison du secret de fonction et du secret de l'instruction auxquels les autorités judiciaires sont soumises.

¹ Les termes masculins du présent rapport désignent indistinctement les deux genres.

1.1.1.2 Les activités générales

1.1.1.2.1 En général

	2019	2018
Procédures enregistrées ² en	15'678	15'048
Procédures pendantes au 31.12.	4'579	4'399
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur ³	472	492

1.1.1.2.2 Procédures enregistrées et pendantes

1.1.1.2.2.1 Procédures enregistrés

	2019	2018
Répartition des procédures enregistrées		
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	15'630	14'889
Procédures du Tribunal pénal des mineurs avec participation des procureurs des mineurs	5	10
Procédures du juge d'application des peines ⁴	43	149
Total	15'678	15'048

	2019	2018
Procédures enregistrées contre auteurs connus	14'114	13'612
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'564	1'436

	2019	2018
Procédures enregistrées en français	13'341(85.09%)	12'738 (84.65%)
Procédures enregistrées en allemand	2'337 (14.91%)	2'310.(15.35%)

1.1.1.2.2.2 Procédures pendantes

	2019	2018
en instruction (sous la compétence du procureur)	4'430	4'241
suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	149	158
Total	4'579	4'399

² Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

³ Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

⁴ Ci-après JAP.

1.1.1.2.2.3 Anciennes procédures pendantes

	2019	2018
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	472 (dont 67 procédures suspendues)	492 (dont 65 procédures suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2019, de l'année :

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
4	6	9	10	21	42	96	284	472

1.1.1.2.3 Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

1.1.1.2.3.1 En général

	2019	2018
Ordonnances de non entrée en matière dont les cas de levée de corps	1'930	1'892
Ordonnances de suspension	1'105	1'023
Ordonnances de classement	898	853
Ordonnances pénales	9'749	9'188
Actes d'accusation	383	418
Confiscations indépendantes	0	0
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	60	149
Décisions de dessaisissement	602	582
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	11	7
Décisions de renvoi à la police cantonale	254	257
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	3'241	3'188
Commissions rogatoires nationales	33	25
Commissions rogatoires internationales	85	78
Classements sans suite	125	94

1.1.1.2.3.2 Ordonnances pénales

	2019	2018
Ordonnances pénales et de conversion	2019	2018
Ordonnances pénales définitives	9'302	8'773
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	447	415
Total	9'749	9'188

1.1.1.2.3.3 Actes d'accusation

	2019	2018
Actes d'accusation avec renvoi au juge de police	198	235
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	96	100
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	5	0
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	5	15
Actes d'accusation selon procédure simplifiée avec renvoi au Tribunal pénal économique	78	67
	1	1
Total	383	418

1.1.1.2.3.4 Décisions ultérieures au jugement

	2019	2018
Ordonnances du JAP		
Ordonnances de suspension de la peine privative de liberté	11	31
Ordonnances de refus de suspension de la peine privative de liberté	3	3
Ordonnances de conversion du travail d'intérêt général	41	110
Oppositions aux ordonnances du JAP	0	1
Autres ordonnances du JAP	5	4
Total	60	149

1.1.1.2.3.5 Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2019	2018
0 à 1 mois	21.02%	23.38%
1 à 2 mois	21.28%	21.95%
2 à 3 mois	17.20%	18.82%
3 à 6 mois	25.59%	22.77%
6 à 12 mois	10.92%	9.79%
12 à 18 mois	2.29%	1.85%
18 à 24 mois	0.78%	0.62%
24 à 36 mois	0.51%	0.41%
Plus de 36 mois	0.41%	0.41%

1.1.1.2.3.6 Ordonnances par type d'infractions⁵

	2019	2018
Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives		
Infractions contre la vie (art. 111ss CP)	11	10
dont les cas d'homicide par négligence (art. 117 CP)	6	10
Infractions contre l'intégrité corporelle (art. 122ss CP)	810	834
dont les cas retenant notamment des infractions violentes (art. 122, 133 et 134 CP)	53	82
Infractions contre le patrimoine (art. 137ssCP)	2'321	1'882
Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187ssCP)	120	106
dont les cas retenant notamment l'infraction de pornographie (art. 197 CP)	36	31
Autres infractions du code pénal	3'273	2'822
Infractions à la loi fédérale sur la circulation routière	4'761	4'141
Infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants	1'891	1'656
dont les cas retenant notamment la consommation de stupéfiants (art. 19a LStup)	1'724	1'479
Infractions à la loi fédérale sur le transport des voyageurs	2'764	2'954
Autres infractions à d'autres lois spéciales ⁶	3'154	2'958

1.1.1.2.4 Détention provisoire

	2019	2018
Nombre de personnes en détention provisoire	219	204
Nombre de jours de détention	19'973	20'999

1.1.1.2.5 Recours

	2019	2018
Recours interjetés par les procureurs		
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	22	22
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	12	4

1.1.1.2.6 Défenseurs

	2019	2018
Nombre de désignations d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit, dont selon le tournus	317	208
	53	73

Le défenseur nécessaire choisi par la personne prévenue n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

⁵ Compte tenu du cumul d'infractions, une même ordonnance peut être comptabilisée plusieurs fois.

⁶ Loi d'application du code pénal, loi fédérale sur les étrangers, loi fédérale sur les armes, etc.

1.1.1.2.7 Contrôle du procureur général

Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal pénal des mineurs	2019	2018
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	2	8
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	2	5

1.1.1.3 Le personnel

1.1.1.3.1 En général

Au 31 décembre 2019, le Ministère public compte 60.2 (EPT⁷) procureurs et collaborateurs. Il comprend ainsi d'une part 15 cellules judiciaires, pour 14.5 (EPT) procureurs. Ces derniers sont soutenus dans leurs tâches par les greffiers (15.2 EPT), les collaborateurs administratifs des procureurs (14.7 EPT), la conseillère économique (0.9 EPT) et les greffiers-stagiaires (4 EPT). Le Ministère public dispose d'autre part de services généraux, à savoir les collaborateurs affectés à la réception (5.4 EPT), le personnel de la comptabilité (3.5 EPT) et les apprentis (2 EPT).

Au total, ce sont 82 personnes qui travaillent au Ministère public.

1.1.1.3.2 La Direction du Ministère public

Sensible aux questions de formation de son personnel et de communication, le Ministère public a mis sur pied en 2019 une journée de formation - dont les sujets portaient sur Swissmedic, la surveillance technique (Police de sûreté), le Service de renseignement de la Confédération, la loi fédérale sur l'amélioration de la protection des victimes de violence, les auditions LAVI⁸ et la pratique dans le domaine des infractions sexuelles - à l'attention de ses procureurs et greffiers, ainsi que deux mini-formations ouvertes à l'ensemble de son personnel qui traitaient de « bonnes pratiques en matière informatique. » et de l'investigation secrète. Il a aussi proposé une visite guidée de l'exposition « plus fort que la violence »⁹ et une visite de la Prison centrale. Par ailleurs, outre des séances de formation « métier » organisées à l'interne pour les greffiers et les collaborateurs administratifs, trois greffiers ont suivi la formation CAS en magistrature pénale respectivement une greffière la formation CAS en médiation. Enfin, le Ministère public a révisé le document relatif aux « droits et obligations des collaborateurs ».

En 2019, le procureur général a conduit un rapport sur l'année 2018 et deux séances plénières des procureurs ; il a également convoqué 37 séances de direction et une information interne a été assurée hebdomadairement au travers des *news* du site intranet du Ministère public. Au 31 décembre 2019, le Ministère public compte 32 directives (dont 21 publiées sur son site internet¹⁰) et 36 marches à suivre.

En cours d'année, le Ministère public a répondu à huit consultations concernant des avant-projets ou des modifications de lois fédérales ainsi que des questions de députés. Il a aussi renoncé à répondre à sept consultations fédérales, soit qu'il ne s'estimait pas impacté par les nouvelles dispositions ou les modifications proposées, soit qu'elles lui convenaient pleinement.

Toujours en 2019, le Ministère public a fait former ses procureurs et greffiers à l'application WMC (Warrant Management Component / enregistrement informatisé des requêtes en matière de mesure de surveillance) et il a déployé le recours exclusif à cette application en collaboration avec la Police de sûreté, le Tribunal des mineurs et,

⁷ Equivalent plein temps.

⁸ Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions.

⁹ <https://plus-fort-que-la-violence.ch/fr/exposition/>.

¹⁰ www.fr.ch/mp.

dès 2020, le Tribunal des mesures de contrainte. Il a aussi délégué un de ses procureurs à l'exercice de sécurité nationale sur le terrorisme (ERNS 19). Avec la Police cantonale il a participé à un échange avec les autorités judiciaire et policière de Bâle-Campagne en vue d'une amélioration des interfaces souhaitée par les autorités de ce dernier canton. En collaboration avec l'association médiation Fribourg, le Ministère public a également lancé une phase-pilote en identifiant et en soumettant des dossiers à la médiation en vue de rechercher un règlement du litige qui oppose les parties lorsqu'il est apparu que le différend avait des origines plus anciennes que les faits dénoncés (notamment en cas de conflit entre voisins ou gens d'une même famille). A l'issue de la phase de test, il sera décidé s'il convient de pérenniser cette pratique

Le Ministère public a continué à être impliqué dans les chantiers entamés l'année précédente, à savoir les travaux d'analyse du Pouvoir judiciaire conduits par le Service de la justice et auxquels participent le procureur général et la greffière-chef ainsi que la définition du plan de classement du Ministère public sous la responsabilité de l'archiviste en charge des questions judiciaires.

A la tête de la Conférence des procureurs de Suisse¹¹ depuis 2016, le procureur général a remis son mandat lors de l'assemblée des délégués qui s'est tenue en novembre 2019, tout en demeurant au comité. Il est aussi membre de la commission des affaires juridiques de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police ainsi que des groupes de travail « cyber allianz » et « financement surveillance téléphonique ». Sur le plan cantonal, le procureur général est président de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, ainsi que membre de la commission informatique des autorités judiciaires¹², des comités de pilotage relatifs à l'analyse du Pouvoir judiciaire et e-justice, et de la séance de coordination des acteurs de la chaîne pénale (avec les procureurs généraux adjoints). Il est intervenu en 2019 comme conférencier à deux reprises, lors de la formation de l'Institut suisse de police à Lavey-les-Bains et dans le cadre de la journée du fédéralisme à Lucerne.

La procureure générale adjointe Alessia Chocomeli-Lisibach était déléguée CPS jusqu'en novembre 2019. Elle est membre de la commission criminalité économique (WIKRI) de la CPS. Avec le greffier-chef, elle représente le canton de Fribourg au sein du groupe de travail romand dédié à la formation des interprètes. Sur le plan cantonal, la procureure générale adjointe est membre du Conseil cantonal de prévention et de sécurité, de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, des groupes de travail « dialogue santé-justice », « déménagement de la Prison centrale » ainsi que « levées de corps ». Enfin, elle fonctionne comme enseignante auprès du Centre interrégional de formation de police¹³ et elle dispense des cours aux avocats-stagiaires.

Le procureur général adjoint Raphaël Bourquin est membre du Conseil de la magistrature, du bureau de la Conférence latine des procureurs¹⁴ (vice-président) ainsi que de groupes de travail avec la Police cantonale (Police de sûreté et Gendarmerie), notamment en lien avec les questions de circulation routière (groupe auquel participent aussi la Commission des mesures administratives en matière de circulation routière et les Préfectures), en matière de lutte contre la criminalité organisée ainsi que de convoyage des détenus. Il est aussi l'interlocuteur du Ministère public auprès de la Police cantonale fribourgeoise et de l'Ecole romande de la magistrature pénale. Enfin, il est enseignant auprès du CIFPol et il participe à ses procès fictifs.

La greffière-chef Isabelle Chablais a pour tâche principale la gestion du personnel. Elle est par ailleurs membre du comité de projet relatif à l'analyse du Pouvoir judiciaire, elle a fonctionné durant 6 mois à 30% comme coordinatrice « communication et changement » du projet e-justice et elle a présenté dans le cadre de la journée « Digiscope » organisée par le SITel la transition informatique telle que vécue par l'utilisateur. Le greffier-chef Raphaël Brenta est en charge principalement des processus et de l'uniformisation des pratiques. Il est membre de la « commission judiciaire » instituée par la Police cantonale et du groupe de travail affecté à la mise en œuvre de la loi fédérale sur les victimes de violences ; il a participé - avec l'apprenti Colin Raemy - au forum des métiers Start 2019 ainsi qu'à la journée d'accueil des apprentis, et il a présenté le Ministère public dans le cadre d'une demi-journée de formation organisée par la Police cantonale à l'attention de ses hôtesses de police. Enfin, le chef de chancellerie Mathieu

¹¹ Ci-après CPS.

¹² Ci-après CIAJ.

¹³ ci-après CIFPol.

¹⁴ Ci-après CLP.

Chappuis est responsable de l'administration générale et du service comptable ; il membre du bureau informatique des autorités judiciaires¹⁵, du COSPEC (comité spécialisé) e-Justice ainsi que de la commission immobilière de l'Etat.

Agissant comme porte-parole du Ministère public, le greffier-chef et la greffière Murielle Decurtins ont répondu aux sollicitations des médias (126 en 2019), et ils ont rédigé et diffusé cinq communiqués de presse. Par ses greffiers Serge Molliet et Aline Frossard, le Ministère public a également organisé 67 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes. Le Ministère public a aussi tenu une conférence de presse qui portait principalement sur la présentation de son rapport de l'année précédente. Enfin, le greffier-chef est membre du comité de la Conférence suisse des chargés de communication des Ministère publics (CCCMP/SKIS).

Par la greffière Gabriella Musumeci, le Ministère public a continué de participer aux travaux de révision de la loi sur la protection des données, projet qui est désormais en phase de consultation.

Finalement, comme les années précédentes, le Ministère public a collaboré en 2019 à la journée « futur en tous genres – nouvelles perspectives pour filles et garçons » organisée par la Police cantonale et à laquelle ont participé 52 enfants.

1.1.1.3.3 Les procureurs

Elue juge d'instruction en 2003, la procureure Yvonne Gendre a mis un terme à fin 2019 à sa riche carrière après 16 ans d'activité. Yvonne Gendre est chaleureusement remerciée pour son engagement et le Ministère public lui adresse ses meilleurs vœux pour cette nouvelle étape dans sa vie. Son départ entraîne une réorganisation au sein du Ministère public en matière de spécialisations.

Comme déjà mentionné dans le rapport de l'an passé, la greffière Stéphanie Amara avait fonctionné en qualité de procureure ad hoc jusqu'à fin janvier 2019, en remplacement de la procureure Catherine Christinaz qui était en congé maternité. En septembre, Stéphanie Amara a été élue par le Grand Conseil comme procureure et elle débute sa nouvelle activité en janvier 2020. Le Ministère public lui souhaite la bienvenue comme nouvelle procureure et lui souhaite beaucoup de plaisir et d'épanouissement professionnels.

En remplacement de la procureure Catherine Christinaz, actuellement en arrêt de travail, le Conseil de la magistrature a nommé en novembre 2019 et sur proposition du Ministère public la greffière Sonja Hurni en qualité de procureure ad hoc à 60%. Le Ministère public est reconnaissant à Sonja Hurni d'avoir relevé ce défi.

Par ailleurs, les procureurs ont continué à occuper dans le courant de l'année 2019 des fonctions d'enseignant :

- auprès du CIFPol : Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach et Liliane Hauser ;
- auprès du Département de pédagogie spécialisée de l'Université de Fribourg, comme chargé de cours : Marc Bugnon ;
- et auprès de l'Association des avocats-stagiaires fribourgeois (préparation à l'examen de droit pénal et de procédure pénale) : Jean-Luc Mooser.

Il convient aussi d'énumérer leurs mandats dans différentes institutions et autres groupes de travail :

- Groupe de travail avec les hôpitaux pour définir l'intervention de la justice en matière d'erreurs médicales : Philippe Barboni ;
- Commission d'examen des candidats au barreau : Christiana Dieu-Bach et Jean-Luc Mooser ;
- Cellule romande de lutte contre le dopage : Laurent Moschini ;
- Tribunal cantonal : Jean-Luc Mooser (juge suppléant) ;

¹⁵ Ci-après BIAJ.

- Commissions de la CPS et de la CLP : Marc Bugnon (Groupe de travail déontologie), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (Groupe de travail crime organisé et Groupe de travail psychiatrie et médecine forensique), Patrick Genoud (Commission transports), Catherine Christinaz (COMAMAL, Groupes de travail crime organisé et sécurité des magistrats), Jean-Frédéric Schmutz et Philippe BARBONI (COMASTUP) ;
- Bureau de la Direction du Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants (SCOTT) : Yvonne Gendre ;
- Commission cantonale contre la violence domestique : Marc Bugnon ;
- Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution : Yvonne Gendre ;
- Groupe de travail en matière de hooliganisme : Laurent Moschini ;
- Groupe de travail « lutte contre les incivilités » : Christiana Dieu-Bach ;
- Commission cantonale des addictions : Philippe Barboni ;
- Fondation latine « Projets pilotes-addictions » : Philippe Barboni ;
- Groupe de travail en matière de travail au noir : Patrick Genoud ;
- Commission de recours de l'Université : Markus Julmy (président) ;
- Groupe de travail « FMÜ Architekturboard » : Frédéric Chassot ;
- Groupe de travail « Cybercase » : Frédéric Chassot ;
- et du Groupe de travail RH dans le cadre du projet « Politique du personnel » : Marc Bugnon.

Enfin, le procureur Jean-Luc Mooser a présenté le Ministère public et la fonction de procureur dans le cadre d'un cycle de formations organisé par la société d'étudiants Zofingia.

1.1.1.3.4 Les collaborateurs

En 2019, le Ministère public a fait engager comme secrétaire Thanh Nguyen, Judith Mathys, Melany Bürgy, Dania Dattilo Costa, Marianne Python et Özlem Ulukütük, respectivement comme greffiers Yasemin Bayhan Nager, Sophia Conus, Aliona Castella, Stéphanie von Wunschheim et Blaise Toffel. Toujours dans le courant de l'année, le Ministère public a accueilli treize juristes post-master pour effectuer un stage de greffier d'une durée de six mois, trois étudiants universitaires pour un stage de deux ou trois mois dans le cadre de leur travail de séminaire et quatre aspirants CIFPol de la Police de sûreté, à chaque fois pour un stage d'un jour.

En outre, la greffière Tiffany Currat a rejoint l'équipe e-justice en qualité de coordinatrice pénale.

1.1.1.3.5 Le service comptable

En 2019, le service comptable du Ministère public a accordé 2'169 (2'057 en 2018)¹⁶ paiements par acomptes, il a effectué 4'947 (4'920) rappels et 930 (978) rappels de solde, il a requis 342 (336) poursuites et il a traité 3'241 (3'188) conversions d'amende en peine privative de liberté.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2019 à CHF 6'772'831.38 (CHF 6'491'018.57), alors qu'il avait été budgétisé à CHF 7'427'700.00 (CHF 6'800'000.00). Ainsi, le montant encaissé par les conversions d'amende s'est établi à CHF 1'420'905.39 (CHF 1'362'661.02). Le service comptable a enfin comptabilisé durant l'année 2019 104'281 (97'661) écritures.

¹⁶ Le chiffre entre parenthèse renvoie toujours à l'année 2018 dans ce chapitre.

Par ailleurs, le service comptable a soutenu le Tribunal des mineurs dans la mise en place de nouveaux processus comptables au moyen de l'application Tribuna et dans la récupération de certaines tâches du contentieux. Dans le cadre de la préparation d'une nouvelle version – désignée V4 – de l'application Tribuna actuellement en cours d'élaboration, il a également participé au développement d'une nouvelle solution comptable. Enfin, les services comptables du Ministère public et du Tribunal des mineurs ont été désignés comme services-pilotes dans le projet des poursuites informatisées nommé eLP.

1.1.1.4 Divers

Les développements informatiques, l'acquisition de nouveaux outils et la mise à niveau du matériel demeurent toujours primordiaux pour la bonne marche du Ministère public, qui peut compter sur l'implication du procureur général et du chef de chancellerie dans les projets informatiques conduits par la CIAJ et le BIAJ. Ainsi, dans le courant 2019, le parc des imprimantes a été renouvelé, l'évolution des travaux en lien avec les trois projets principaux que sont e-justice, la migration de Tribuna et les preuves numériques a été suivie avec attention, le nouveau site intranet du Ministère public (*MP inside*) a été mis en production, les requêtes en matière de mesure de surveillance sont déposées via une solution en ligne (WMC¹⁷) et, dans le cadre de l'amélioration constante des modèles, de nouveaux procès-verbaux d'audition ont été introduits.

Persuadé qu'il doit demeurer facilement accessible et situé en ville de Fribourg, le Ministère public s'est distancé du projet de regroupement des locaux avec la Police de sûreté, dont il est prévu qu'elle se déplace à Granges-Paccot dans les années à venir. Cela n'affectera pas la qualité de la collaboration entre ces deux autorités. Le Ministère public est en outre favorable au regroupement des prisons fribourgeoises sur le site de Bellechasse, qui offre d'excellentes garanties pour éviter au maximum le risque de collusion. Il reste attentif à la possibilité de regrouper en ville de Fribourg plusieurs autorités dans un même bâtiment, notamment pour des motifs de sécurisation des locaux.

Suite aux développements de l'analyse du Pouvoir judiciaire, le Ministère public n'est désormais plus favorable à la reprise des compétences préfectorales en matière de contravention. Il considère en effet que ce transfert serait exclu sans un renforcement conséquent de sa dotation en personnel qui impliquerait un besoin en nouveaux locaux qui n'est en l'état pas réalisable. Dans tous les cas, le Ministère public estime qu'une harmonisation des processus peut continuer à se développer par le biais des contrôles préalables et postérieurs du procureur général ainsi que par les échanges dans le cadre de groupes de travail, notamment la plateforme en matière de circulation routière à laquelle participent le procureur général adjoint et le préfet de la Gruyère.

1.1.1.5 Défis et perspectives

Vu la fin de la procédure de consultation, les discussions aux Chambres à venir sur la révision du code de procédure pénale, s'agissant notamment du droit des parties à participer à l'administration des preuves (art. 147a) et de l'audition systématique des personnes prévenues pour lesquelles une peine privative de liberté sans sursis est envisagée (art. 352a), seront décisives puisqu'elles influenceront grandement le travail futur du procureur.

L'avenir de l'application Tribuna figure aussi au cœur des préoccupations. Même si les réflexions quant à la conservation de cette application ou au contraire à son remplacement par une autre solution informatique dépassent le seul Ministère public pour concerner l'ensemble du Pouvoir judiciaire, elles ne peuvent être ignorées : si l'outil proposé actuellement satisfait le Ministère public, l'arrêt de développements sur la version à disposition et la reprise en mars 2019 de l'entreprise Delta logic qui avait conçu Tribuna par le groupe Volaris, conjugués au fait que cette solution informatique n'offre pas d'interfaces avec celle de la Police cantonale qui devra aussi être remplacée à terme, marquent un tournant ; les besoins de l'utilisateur doivent demeurer prioritaires, et des contraintes de nature informatique ne sauraient en aucun cas réduire l'efficacité de son travail ou augmenter sa charge. Le Ministère public appelle de ses vœux que la solution optimale à trouver ne soit pas dictée par de seules considérations financières.

¹⁷ Cf. supra 1.1.1.3.2.

La cellule économique doit être renforcée avec une solution pérenne ; il n'est en effet plus envisageable que cette cellule parvienne à continuer de faire face aux exigences élevées de ses instructions malgré sa sous-dotation.

Néanmoins, les soutiens à apporter à cette cellule ne doivent pas faire oublier la très lourde charge générale de travail constatée en 2019 auprès de l'ensemble des cellules judiciaires du Ministère public. Si l'optimisation des processus de travail doit être constamment poursuivie, de nouvelles solutions devront être mises en place en 2020 pour ramener le volume global de travail dans une proportion normale, compte tenu aussi de l'augmentation du nombre des procédures, de l'accroissement des requêtes et des modifications législatives. Il en va du souci de parvenir à clore les procédures dans un délai raisonnable tout en assurant une qualité aussi irréprochable que possible.

Finalement, 2020 marque la fin du second mandat du procureur général respectivement des premiers mandats des procureurs généraux adjoints. Une (ré)élection des dirigeants du Ministère public devra être organisée.

Annexe

1.1.2 Tableaux statistiques

Procédures enregistrées	15'678
Procédures enregistrées contre auteurs connus	14'114
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'564
Procédures enregistrées en français	13'341
Procédures enregistrées en allemand	2'337
Procédures enregistrées et ordinaires	15'630
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs des mineurs devant le Tribunal des mineurs	5
Procédures enregistrées du juge d'application des peines	43
Procédures pendantes	4'579
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	149
Ordonnances de non entrée en matière	1'930
Ordonnances de classement	898
Ordonnances de suspension	1'105
Confiscations indépendantes	0
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	613
Commissions rogatoires nationales	33
Commissions rogatoires internationales	85
Ordonnances pénales définitives	9'302
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	447
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	3'241
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	198
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	96
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	5
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	5
Acte d'accusation, procédure simplifiée	79

Ordonnances définitives du juge d'application des peines	60
Ordonnances frappées d'opposition du juge d'application des peines	0
Nombre de personnes en détention provisoire	219
Nombre de jours de détention	19'973
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	22
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	12
Nombre de refus d'approbation du procureur général aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	2
Nombre d'opposition du procureur général aux ordonnances pénales	2

Fribourg, le 22 janvier 2020

Fabien Gasser
Procureur général

Raphaël Brenta
Greffier-chef

1.1 Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2019

1.1.1 Allgemeines

1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Das Jahr 2019 war für die Staatsanwaltschaft besonders herausfordernd, indem sie mit einer Arbeitsbelastung konfrontiert wurde, die ihre Kapazitäten inzwischen übersteigt. Angesichts der durch die Rechtsprechung des Bundesgerichts immer höher werdenden Anforderungen, namentlich an das Anklageprinzip, das rechtliche Gehör, an die Pflicht des Staatsanwaltes¹⁸ zur Einzelfallentscheidung oder im Siegelungsverfahren, steigt die Anzahl der durch die Anwälte ergriffenen Rechtsmittel und dementsprechend die Arbeitsbelastung der Staatsanwaltschaft, unabhängig von der Anzahl der zu bearbeitenden Verfahren. Aufgrund der seit 2016 auch stetig steigenden Anzahl der zu bearbeitenden Verfahren ergibt sich gesamthaft eine sehr grosse Arbeitslast.

Zahlenmässig unterscheidet sich die Situation vom vorangehenden Jahr wie folgt: Die Anzahl der registrierten Verfahren hat erneut zugenommen (+ 630 Einheiten) und als Folge davon auch die Anzahl der am 31. Dezember 2019 hängigen Verfahren (+ 180 Einheiten). Ebenfalls zugenommen haben die rechtskräftigen Strafbefehle der Staatsanwaltschaft (+ 529 Einheiten), wohingegen der Anteil der in den ersten drei Monaten nach ihrer Registrierung erledigten Verfahren mit 59.5% (- 4.65 Punkte) leicht gesunken ist. Die Überweisungen an die Bezirksgerichte haben leicht abgenommen (- 35 Einheiten), wobei die Anzahl der sich in Untersuchungs- und Sicherheitshaft befindenden Personen nach wie vor hoch bleibt (+ 15 Personen).

Die Staatsanwaltschaft durfte sich 2019 über achtfaches Babyglück freuen. Nebst den Mutterschaftsurlauben musste die Staatsanwaltschaft aber auch mehrere gesundheitsbedingte Ausfälle kompensieren. Die Mitarbeiter der Staatsanwaltschaft haben vorbildlich reagiert, indem sie einen Grossteil der Stellvertretungen sichergestellt und sich unter den Teams solidarisch gezeigt haben.

Die Staatsanwälte und Mitarbeiter haben durch ihren unermüdlichen Einsatz alles getan, um einen reibungslosen Ablauf des Dienstes zu gewährleisten. Sie verdienen die volle Anerkennung der Unterzeichnenden.

Die Staatsanwaltschaft stellt auch eine Verhärtung der Fronten mit den Prozessparteien und einigen Anwälten fest. Dies ist sicherlich kein Phänomen, das ausschliesslich in der Justiz festzustellen ist, sondern ein Trend, der in der Gesellschaft im Allgemeinen zu beobachten ist. Kompromisslose Standpunkte sind häufig, und aus einigen Strafsachen erwachsen Spannungen und Sorgen, auch für die Staatsanwälte, welche diese Verfahren bearbeiten. Darüber hinaus bietet die Strafprozessordnung eine Vielzahl von Möglichkeiten, praktisch alle verfahrensrechtlichen Entscheidungen der Staatsanwaltschaft anzufechten.

Zudem können sich die Angeklagten auch während der Verhandlung bedrohlich zeigen oder ihre Aggressivität offenbaren. Damit wird bestätigt, falls dies überhaupt noch nötig wäre, dass die Installation der Sicherheitsschleuse am Eingang notwendig war.

Schliesslich begrüsst die Staatsanwaltschaft die Qualität der kantonalen Medien und die ausgezeichnete Zusammenarbeit mit den Journalisten. Sie stellt jedoch fest, dass die Presse von manchen Beschuldigten zunehmend dazu benutzt wird, Erkenntnisse aus bestimmten Verfahren aussergerichtlich, medial auszuschlachten. Durch diese gewonnene Publizität erlangen die Äusserungen der Parteien zum Teil weitreichende Folgen, welchen aufgrund des Amts- und Untersuchungsgeheimnisses, dem die Justizbehörden unterliegen, nicht entgegengewirkt werden kann.

¹⁸ Aus Gründen der besseren Lesbarkeit wird im vorliegenden Bericht nur die männliche Form verwendet. Gemeint ist stets sowohl die männliche als auch die weibliche Form.

1.1.1.2 Die Tätigkeiten

1.1.1.2.1 Im Allgemeinen

	2019	2018
eingetragene Verfahren ¹⁹	15'678	15'048
hängige Verfahren am 31.12.	4'579	4'399
davon alte Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts ²⁰	472	492

1.1.1.2.2 Eingetragene und hängige Verfahren

1.1.1.2.2.1 Eingetragene Verfahren

Verteilung der eingetragenen Verfahren	2019	2018
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	15'630	14'889
Verfahren vor dem Jugendstrafgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	5	10
Verfahren des Strafvollzugsrichters	43	149
Total	15'678	15'048

	2019	2018
Verfahren gegen bekannte Täter	14'114	13'612
Verfahren gegen unbekannte Täter	1'564	1'436

	2019	2018
französischsprachige Verfahren	13'341 (85.09%)	12'738 (84.65%)
deutschsprachige Verfahren	2'337 (14.91%)	2'310 (15.35%)

1.1.1.2.2.2 Hängige Verfahren

	2019	2018
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwaltes), davon sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	4'430	4'241
	149	158
Total	4'579	4'339

¹⁹ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einer beschuldigten Person. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

²⁰ d.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

1.1.1.2.2.3 Ältere hängige Verfahren

	2019	2018
Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	472 (davon 67 suspendierte Verfahren)	492 (davon 65 suspendierte Verfahren)

Am 31.12.2018 offene Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, nach Jahr der Verfahrenseröffnung:

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
4	6	9	10	21	42	96	284	472

1.1.1.2.3 Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

1.1.1.2.3.1 Im Allgemeinen

	2019	2018
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'930	1'892
davon Fälle von Leichenhebungen	172	139
Sistierungsverfügungen	1'105	1'023
Einstellungsverfügungen	898	853
Strafbefehle	9'749	9'188
Anklageschriften	383	418
selbständige Einziehungsverfahren	0	0
selbständige nachträgliche Entscheidungen	60	149
Unzuständigkeitsentscheide	602	582
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	11	7
Übermittlungen an die Kantonspolizei	254	257
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	3'241	3'188
Nationale Rechtshilfegesuche	33	25
Internationale Rechtshilfegesuche	85	78
Klassierungen ohne Folge	125	94

1.1.1.2.3.2 Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen

	2019	2018
rechtskräftige Strafbefehle	9'302	8'773
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an den Polizeirichter	447	415
Total	9'749	9'188

1.1.1.2.3.3 Anklageschriften

	2019	2018
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	198	235
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	96	100
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	5	0
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	5	15
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	78	67
	1	1
Total	383	418

1.1.1.2.3.4 Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	2019	2018
Verfügungen betreffend Suspendierung der Freiheitsstrafe	11	31
Verfügungen betreffend die Verweigerung der Suspendierung der Freiheitsstrafe	3	3
Verfügungen betreffend die Umwandlung von gemeinnütziger Arbeit	41	110
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0	1
andere Verfügungen des Strafvollzugsrichters	5	54
Total	60	149

1.1.1.2.3.5 Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2019	2018
0 bis 1 Monat	21.02%	23.38%
1 bis 2 Monate	21.28%	21.95%
2 bis 3 Monate	17.20%	18.82%
3 bis 6 Monate	25.59%	22.77%
6 bis 12 Monate	10.92%	9.79%
12 bis 18 Monate	2.29%	1.85%
18 bis 24 Monate	0.78%	0.62%
24 bis 36 Monate	0.51%	0.41%
mehr als 36 Monate	0.41%	0.41%

1.1.1.2.3.6 Verfügungen nach Deliktsart²¹

	2019	2018
Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle		
Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111 ff. StGB)	11	10
davon Fälle von fahrlässiger Tötung (Art. 117 StGB)	6	10
Strafbare Handlungen gegen die körperliche Integrität (Art. 122 ff. StGB)	810	834
davon Fälle mit Gewaltdelikten (Art. 122, 133 und 134 StGB)	53	82
Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137 ff. StGB)	2'321	1'882
Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187 ff. StGB)	120	106
davon Fälle mit dem Straftatbestand der Pornografie (Art. 197 StGB)	36	31
Andere Widerhandlungen gegen das Strafgesetzbuch	3'273	2'822
Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz	4'761	4'141
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel	1'891	1'656
davon Fälle, welche namentlich den Konsum von Betäubungsmitteln betreffen (Art. 19a BetmG)	1'724	1'479
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Personenbeförderung	2'764	2'954
Widerhandlungen gegen andere Spezialgesetze ²²	3'154	2'958

1.1.1.2.4 Untersuchungshaft

	2019	2018
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	219	204
Anzahl Hafttage	19'973	20'999

1.1.1.2.5 Beschwerden

	2019	2018
Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden		
Anzahl Beschwerden bzw. Berufung, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	22	22
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	12	4

1.1.1.2.6 Verteidiger

	2019	2018
Anzahl Bestellungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger, davon nach Turnusliste	317 53	208 73

Der von der beschuldigten Person gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

²¹ Angesichts der Kumulation der strafbaren Handlungen kann dieselbe Verfügung mehrmals erfasst sein.

²² Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch, Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer, Bundesgesetz über Waffen, Waffenzubehör und Munition.

1.1.1.2.7 Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts	2019	2018
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	2	8
Einsprachen gegen Strafbefehle	2	5

1.1.1.3 Das Personal

1.1.1.3.1 Im Allgemeinen

Am 31. Dezember 2019 zählte die Staatsanwaltschaft insgesamt 60.2 (VZÄ²³) Staatsanwälte und Mitarbeiter. Das Personal umfasst 15 Einheiten für 14.5 (VZÄ) Staatsanwälte. Mit ihnen arbeiten Gerichtsschreiber (15.2 VZÄ), die administrativen Mitarbeiter der Staatsanwälte (14.7 VZÄ), eine Wirtschaftsberaterin (0.9 VZÄ), sowie die Gerichtsschreiberpraktikanten (4 VZÄ). Im Weiteren gehören das Personal des Empfangs (5.4 VZÄ), das Personal der Buchhaltung (3.5 VZÄ) sowie die Lehrlinge (2 VZÄ) dazu. Insgesamt arbeiten bei der Staatsanwaltschaft 82 Personen.

1.1.1.3.2 Die Direktion der Staatsanwaltschaft

Die Weiterbildung des Personals und die Kommunikation geniessen in der Staatsanwaltschaft einen hohen Stellenwert. Im Jahr 2019 organisierte die Staatsanwaltschaft für die Staatsanwälte und Gerichtsschreiber eine eintägige Schulung zu den Themen Swissmedic, technische Überwachung (Kriminalpolizei), Nachrichtendienst des Bundes, Bundesgesetz über die Verbesserung des Schutzes gewaltbetroffener Personen, Einvernahme von Opfern und zur Praxis im Bereich Sexualdelikte. Des Weiteren standen zwei Mini-Schulungen zu den Themen „gute IT-Praktiken“ und „verdeckte Ermittlungen“ allen Mitarbeitern offen. Ausserdem wurden eine Führung durch die Ausstellung „Stärker als Gewalt“²⁴ und ein Besuch des Zentralgefängnisses angeboten. Zusätzlich zu den internen Schulungen absolvierten drei Gerichtsschreiber den „CAS en magistrature“ und eine Gerichtsschreiberin einen CAS in Mediation. Darüber hinaus hat die Staatsanwaltschaft das Dokument über die „Rechte und Pflichten der Mitarbeiter“ überarbeitet.

Im Jahr 2019 hat der Generalstaatsanwalt den Rapport über das Jahr 2018 und zwei Plenarsitzungen der Staatsanwälte geleitet und 37 Direktionssitzungen einberufen. Überdies wurde der interne Informationsaustausch über die wöchentlich im Intranet aufgeschalteten News garantiert. Am 31. Dezember 2019 verfügte die Staatsanwaltschaft über 32 Richtlinien (21 davon wurden auf ihrer Internetseite veröffentlicht²⁵) und 36 Wegleitungen.

Im Laufe des Jahres hat die Staatsanwaltschaft auf Fragen von Parlamentariern geantwortet und sich anlässlich von acht Vernehmlassungen zu Entwürfen oder Änderungen von Bundesgesetzen geäussert. Die Staatsanwaltschaft verzichtete in sieben weiteren Vernehmlassungsverfahren auf eine Stellungnahme, weil sie die neuen Bestimmungen oder Änderungsvorschläge entweder vorbehaltlos begrüsst oder aber feststellen musste, dass sie davon nicht betroffen ist.

Ebenfalls 2019 liess die Staatsanwaltschaft ihre Staatsanwälte und Gerichtsschreiber in der Anwendung des WMC schulen (Warrant Management Component / computergestützte Erfassung von Ersuchen betreffend

²³ Vollzeitäquivalente.

²⁴ <https://plus-fort-que-la-violence.ch/de/die-ausstellung/>

²⁵ <https://www.fr.ch/de/sta>

Überwachungsmassnahmen) und führte die ausschliessliche Nutzung dieses Systems in Zusammenarbeit mit der Kriminalpolizei, dem Jugendgericht und ab 2020 dem Gericht für Zwangsmassnahmen ein. Ausserdem war sie an der nationalen Sicherheitsübung zur Terrorismusbekämpfung (SUV 19) mit einem Staatsanwalt vertreten. Zusammen mit der Kantonspolizei nahm die Staatsanwaltschaft an einem Austausch mit den Justiz- und Polizeibehörden des Kantons Basel-Landschaft teil, um eine von den Behörden des besagten Kantons gewünschte Verbesserung der Schnittstellen zu erzielen. In Zusammenarbeit mit dem Verein Mediation Fribourg hat die Staatsanwaltschaft zudem eine Pilotphase gestartet, in der sie Fälle identifiziert und einer Mediation unterzieht, wenn sich herausstellt, dass dem gemeldeten Sachverhalt ein seit längerer Zeit andauernder Streit zugrunde liegt (insbesondere bei Konflikten zwischen Nachbarn oder zwischen Familienangehörigen). Am Ende der Testphase wird entschieden, ob diese Praxis fortgesetzt werden soll.

Die Staatsanwaltschaft war weiterhin an den im Vorjahr begonnenen Arbeiten beteiligt, insbesondere an der vom Amt für Justiz durchgeführten Analyse der Gerichtsbehörden unter Beteiligung des Generalstaatsanwalts und der Chefgerichtsschreiberin. Auch beteiligte sie sich an den Arbeiten, welche unter der Leitung des für Justizangelegenheiten zuständigen Archivars durchgeführt werden, und die Neudefinierung des Archivierungssystems der Staatsanwaltschaft bezwecken.

Anlässlich der Delegiertenversammlung der Schweizerischen Staatsanwälte-Konferenz²⁶ (SSK) vom November 2019, hat der Generalstaatsanwalt das Präsidium abgegeben, welches er seit 2016 innehatte. Der Generalstaatsanwalt wird jedoch weiterhin als Mitglied des Vorstandes tätig sein. Er ist zudem Mitglied der Strafrechtskommission der Konferenz der Direktoren der kantonalen Justiz- und Polizeidepartemente sowie der Arbeitsgruppen «cyber allianz» und „Finanzierung telefonischer Überwachungen“. Auf kantonaler Ebene ist er Präsident der Freiburger Vereinigung der Richter und Richterinnen sowie Mitglied der Informatikkommission der Gerichtsbehörden,²⁷ der Lenkungsausschüsse für die Analyse der Gerichtsbehörden und für das e-justice-Projekt und der Koordinationssitzung der Akteure der Verfahrenskette der Strafverfolgung (mit den stellvertretenden Generalstaatsanwälten). Im Jahr 2019 ist der Generalstaatsanwalt zudem zweimal als Redner aufgetreten: Am Ausbildungskurs des Schweizerischen Polizeiinstituts in Lavey-les-Bains und am Föderalismustag in Luzern.

Die stellvertretende Generalstaatsanwältin Alessia Chocomeli-Lisibach war bis im November 2019 Delegierte der SSK. Sie ist Mitglied der Kommission Wirtschaftskriminalität der SSK (WIKRI). Zusammen mit dem Chefgerichtsschreiber vertritt sie den Kanton Freiburg in der französischsprachigen Arbeitsgruppe für die Ausbildung von Übersetzern. Auf kantonaler Ebene ist die stellvertretende Generalstaatsanwältin Mitglied des kantonalen Rats für Prävention und Sicherheit, der Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit sowie der Arbeitsgruppen „Dialog Gesundheit-Justiz“, „Umzug des Zentralgefängnisses“ und „Leichenhebung“. Schliesslich unterrichtet sie am interregionalen Polizei-Ausbildungszentrum²⁸ (IPAZ) und erteilt Kurse für Anwaltspraktikanten.

Der stellvertretende Generalstaatsanwalt Raphaël Bourquin ist Vizepräsident der „Conférence latine des procureurs“²⁹, Mitglied des Justizrates und verschiedener Arbeitsgruppen der Kantonspolizei (Kriminalpolizei und Gendarmerie), insbesondere jener für Strassenverkehr, welcher auch die Kommission für Administrativverfahren im Strassenverkehr sowie die Oberämter angehören, und jener für den Kampf gegen organisierte Kriminalität und für den Transport der Gefangenen. Er ist ausserdem Ansprechpartner der Staatsanwaltschaft bei der Kantonspolizei Freiburg und bei der „Ecole romande de la magistrature pénale“. Schliesslich unterrichtet er an der IPAZ und nimmt an deren fiktiven Prozessen teil.

Die hauptsächlich für die Personalverwaltung zuständige Chefgerichtsschreiberin Isabelle Chablais, ist auch Mitglied des Lenkungsausschusses für die Analyse der Gerichtsbehörden. Zudem arbeitete sie sechs Monate lang zu 30% als Koordinatorin für die "Kommunikation und Änderungen" des E-Justiz-Projekts und sie präsentierte anlässlich des vom Amt für Informatik und Telekommunikation organisierten "Digiscope"-Tages den IT-Übergang, wie er aus Sicht

²⁶ Nachfolgend SSK.

²⁷ Nachfolgend IKGB.

²⁸ Nachfolgend IPAZ.

²⁹ Nachfolgend CLP.

des Benutzers erlebt wird. Der Chefgerichtsschreiber Raphaël Brenta ist hauptsächlich für die Abläufe und die Vereinheitlichung der Arbeitsweisen zuständig. Er ist Mitglied der von der Kantonspolizei eingesetzten "Justizkommission" und der Arbeitsgruppe zur Umsetzung des Bundesgesetzes über die Verbesserung des Schutzes gewaltbetroffener Personen. Des Weiteren nahm er zusammen mit dem Lehrling Colin Raemy am Forum der Berufe Start 2019 und am Lehrlingsbegrüssungstag teil und stellte die Staatsanwaltschaft während einer halbtägigen Schulung der Kantonspolizei für ihre Polizeihostessen vor. Kanzleichef Mathieu Chappuis schliesslich ist für die allgemeine Verwaltung und die Buchhaltungsabteilung zuständig. Er ist Mitglied der Arbeitsgruppe des Informatikbüros der Gerichtsbehörden, des COSPEC (Fachausschuss) E-Justiz und der Immobilienkommission des Staates.

Als Sprecher der Staatsanwaltschaft haben der Chefgerichtsschreiber und die Gerichtsschreiberin Murielle Decurtins die Anfragen der Medien beantwortet (126 im Jahr 2019) und fünf Pressemitteilungen verfasst und verbreitet. Die Staatsanwaltschaft organisierte für die Journalisten dank ihrer Mitarbeiter Serge Molliet und Aline Frossard 67 Einsichtnahmen in die Sammlungen der Verfügungen. Zudem hat die Staatsanwaltschaft auch eine Pressekonferenz abgehalten, welche sich im Wesentlichen mit dem Jahresbericht 2018 befasste. Schliesslich gehört der Chefgerichtsschreiber dem Vorstand der Schweizerischen Konferenz der Informationsbeauftragten der Staatsanwaltschaften an (CCCMP/SKIS).

Mit der Gerichtsschreiberin Gabriella Musumeci nimmt die Staatsanwaltschaft ausserdem nach wie vor an den aktuellen Arbeiten zur Revision des Gesetzes über den Datenschutz teil. Der Entwurf befindet sich nun in der Vernehmlassung.

Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft, wie in den vergangenen Jahren auch, zusammen mit der Kantonspolizei den „Nationalen Zukunftstag-Seitenwechsel für Mädchen und Jungs“ organisiert, an welchem 52 Kinder teilgenommen haben.

1.1.1.3.3 Die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte

Die 2003 zur Untersuchungsrichterin gewählte Staatsanwältin Yvonne Gendre beendete nach 16 Jahren Tätigkeit Ende 2019 ihre Karriere. Die Staatsanwaltschaft dankt Yvonne Gendre für ihr Engagement und wünscht ihr alles Gute für den neuen Lebensabschnitt. Ihr Dienstaustritt wird zu einer Neuorganisation innerhalb der Staatsanwaltschaft in Bezug auf die Spezialisierungen führen.

Wie bereits im Vorjahresbericht erwähnt, war die Gerichtsschreiberin Stéphanie Amara bis Ende Januar 2019 als Vertretung für die sich im Mutterschaftsurlaub befindende Staatsanwältin Catherine Christinaz als Staatsanwältin tätig. Im September wurde Stephanie Amara vom Grosse Rat zur Staatsanwältin gewählt und sie beginnt ihre neue Tätigkeit im Januar 2020. Die Staatsanwaltschaft begrüsst sie als neue Staatsanwältin und wünscht ihr viel Freude und berufliche Erfüllung.

Als Stellvertretung für die derzeit beurlaubte Staatsanwältin Catherine Christinaz ernannte der Justizrat im November 2019 auf Vorschlag der Staatsanwaltschaft die Gerichtsschreiberin Sonja Hurni als ad hoc Staatsanwältin mit einem Beschäftigungsgrad von 60%. Die Staatsanwaltschaft ist Sonja Hurni dankbar, dass sie diese Herausforderung angenommen hat.

Die Staatsanwälte haben 2019 ebenfalls als Lehrer, Lehrbeauftragte oder Referenten gewirkt:

- bei der IPAZ, als Lehrer: Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach und Liliane Hauser;
- beim Departement für Sonderpädagogik der Universität Freiburg, als Lehrbeauftragter: Marc Bugnon;
- bei der Vereinigung der Freiburger Anwaltspraktikanten (Vorbereitung auf die Prüfung des Strafrechts und des Strafprozessrechts) : Jean-Luc Mooser.

beziehungsweise als Mitglied:

- der Arbeitsgruppe mit den Spitälern zur Bestimmung der Intervention der Justiz bei ärztlichem Fehlverhalten: Philippe Barboni;

- der Anwaltsprüfungskommission: Christiana Dieu-Bach und Jean-Luc Mooser;
- der Westschweizer Arbeitsgruppe für die Bekämpfung des Dopings: Laurent Moschini;
- des Kantonsgerichts: Jean-Luc Mooser (Ersatzrichter);
- der Kommission der SSK und der CLP: Marc Bugnon (Arbeitsgruppe „Deontologie“), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“ und „Psychiatrie und Rechtsmedizin“), Patrick Genoud (Transportkommission), Catherine Christinaz (COMAMAL, Arbeitsgruppen „Organisierte Kriminalität“ und „Sicherheit der Magistraten“), Philippe Barboni und Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP);
- des Direktionsbüros der Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel (KSMM): Yvonne Gendre;
- der kantonalen Kommission gegen häusliche Gewalt: Marc Bugnon;
- der kantonalen beratenden Kommission im Bereich der Prostitution: Yvonne Gendre;
- der Arbeitsgruppe Hooliganismus: Laurent Moschini;
- der Arbeitsgruppe „Bekämpfung von ungesittetem Verhalten“ : Christiana Dieu-Bach ;
- der kantonalen Kommission für Suchtfragen: Philippe Barboni;
- der Stiftung der lateinischen Schweiz „Pilotprojekte – Sucht“: Philippe Barboni;
- der Arbeitsgruppe Schwarzarbeit: Patrick Genoud;
- der Rekurskommission der Universität: Markus Julmy (Präsident) ;
- der Arbeitsgruppe „FMÜ Architekturboard“: Frédéric Chassot;
- der Arbeitsgruppe „Cybercase“: Frédéric Chassot ;
- der Arbeitsgruppe „Human Resources“ im Rahmen des Projekts „Personalpolitik“: Marc Bugnon.
- und der Arbeitsgruppe HR im Rahmen des Projekts „Personalpolitik“: Marc Bugnon.

Schliesslich hat Jean-Luc Mooser die Staatsanwaltschaft und ihre Tätigkeit im Rahmen einer von der Studentenverbindung Zofingia organisierten Ausbildung vorgestellt.

1.1.1.3.4 Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter

Im Jahre 2019 stellte die Staatsanwaltschaft Thanh Nguyen, Judith Mathys, Melany Bürgy, Dania Dattilo Costa, Marianne Python und Özlem Ulukütük als Sekretärinnen, beziehungsweise Yasemin Bayhan Nager, Sophia Conus, Aliona Castella, Stéphanie von Wunschheim und Blaise Toffel als Gerichtsschreiber ein. Des Weiteren hat die Staatsanwaltschaft dreizehn Juristen nach Erwerb ihres Masterdiploms die Möglichkeit geboten, ein Gerichtsschreiberpraktikum für die Dauer von sechs Monaten zu absolvieren, drei Studenten der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg im Rahmen ihrer Seminararbeit ein Praktikum von zwei oder drei Monaten gewährt und vier IPAZ-Aspiranten der Kriminalpolizei für ein jeweils eintägiges Praktikum empfangen.

Darüber hinaus hat sich die Gerichtsschreiberin Tiffany Currat als Koordinatorin für den strafrechtlichen Bereich dem E-Justiz-Team angeschlossen.

1.1.1.3.5 Die Buchhaltungsabteilung

Die Buchhaltungsabteilung der Staatsanwaltschaft gewährte im Jahre 2019 2'169 (2'057)³⁰ Ratenzahlungen, versandte in 4'947 (4'920) Fällen Mahnungen, in 930 (978) weiteren Fällen Mahnungen bezüglich Saldobeträgen, leitete 342 (336) Beteiligungen ein und behandelte 3'241 (3'188) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen.

Der Betrag der in Rechnung gestellten Bussen beträgt für das Jahr 2019 CHF 6'772'831.38 (CHF 6'491'018.57), wobei das Budget einen Betrag von CHF 7'427'700.00 (CHF 6'800'000.00) vorsah. So wurden durch die Umwandlung von Bussen CHF 1'420'905.39 (CHF 1'362'661.02) einkassiert. Schliesslich nahm die Buchhaltungsabteilung im Jahre 2019 insgesamt 104'281 (97'661) Buchungen vor.

Die Buchhaltungsabteilung unterstützte das Jugendgericht bei der Einführung neuer Buchhaltungsprozesse durch die Tribuna-Anwendung und beim Inkasso. Im Rahmen der Vorbereitung einer neuen Version - genannt V4 - der derzeit in Entwicklung befindlichen Tribuna-Anwendung war sie auch an der Entwicklung einer neuen Buchhaltungslösung beteiligt. Im Rahmen des als „eLP“ bezeichneten Projekts, welches der computergestützten Betreuung gewidmet ist, treten die Buchhaltungsabteilungen der Staatsanwaltschaft und des Jugendgerichts als Pilotdienste auf.

1.1.1.4 Diverses

Für den reibungslosen Ablauf der Staatsanwaltschaft sind Weiterentwicklungen der Informatik, die Anschaffung neuer Arbeitsinstrumente und die Modernisierung der Ausrüstung nach wie vor unerlässlich. Die Staatsanwaltschaft profitiert zudem von der Teilnahme des Generalstaatsanwaltes und des Kanzleichefs an den Informatikprojekten der Informatikkommission der Gerichtsbehörden und des Informatikbüros der Gerichtsbehörden. So wurde im Laufe des Jahres 2019 der Druckerbestand erneuert, der Fortschritt der Arbeiten im Zusammenhang mit den drei Hauptprojekten E-Justiz, Tribuna-Migration und digitales Beweismaterial genau verfolgt, die neue Intranetseite der Staatsanwaltschaft (*MP inside*) in Betrieb genommen, Anträge auf Überwachungsmassnahmen über eine Online-Lösung (WMC)³¹ gestellt und im Rahmen der ständigen Verbesserung der Vorlagen neue Einvernahmeprotokolle eingeführt.

In der Überzeugung, dass die Staatsanwaltschaft leicht zugänglich und in der Stadt Freiburg angesiedelt bleiben muss, hat sie sich vom Vorhaben distanziert, ihre Räumlichkeiten mit denen der Kriminalpolizei zusammenzuführen, die in den kommenden Jahren nach Granges-Paccot umziehen soll. Die Qualität der Zusammenarbeit zwischen diesen beiden Behörden wird dadurch nicht beeinträchtigt. Des Weiteren befürwortet die Staatsanwaltschaft den Zusammenschluss der Freiburger Gefängnisse auf den einzigen Standort von Bellechasse. Der Standort Bellechasse bietet namentlich ausgezeichnete Voraussetzungen, um der Kollusionsgefahr entgegenzuwirken. Die Staatsanwaltschaft steht einem möglichen Zusammenschluss mehrerer Behörden der Stadt Freiburg in einem einzigen Gebäude weiterhin offen gegenüber, insbesondere aus Gründen der Sicherung der Räumlichkeiten.

Aufgrund der aus der Analyse der Justizbehörden gewonnenen Erkenntnisse befürwortet die Staatsanwaltschaft nicht mehr die Übernahme der Kompetenzen der Oberämter im Bereich der Übertretungen. Sie ist der Ansicht, dass eine solche Übertragung der Kompetenzen ohne eine wesentliche Erhöhung ihres Personalbestands nicht tragbar wäre, denn der dadurch entstehende Bedarf an neuen Räumlichkeiten könnte gegenwärtig nicht gedeckt werden. In jedem Fall erachtet aber die Staatsanwaltschaft, dass die Verfahren weiter entwickelt werden können, namentlich durch Vor- und Nachkontrollen durch den Generalstaatsanwalt sowie durch den Austausch im Rahmen von Arbeitsgruppen, insbesondere der Strassenverkehrsplattform, an der der stellvertretende Generalstaatsanwalt und der Oberamtmann des Greyerzbezirks teilnehmen.

—

³⁰ Die Zahl innerhalb der Klammern bezieht sich in diesem Kapitel jeweils auf das Jahr 2018.

³¹ Siehe oben 1.1.1.3.2.

1.1.1.5 Herausforderungen und Perspektiven

Im Hinblick auf den Abschluss des Vernehmlassungsverfahrens werden die Beratungen über die Revision der Strafprozessordnung in den Kammern entscheidend sein, insbesondere hinsichtlich des Rechts der Parteien auf Teilnahme an der Beweiserhebung (Artikel 147a) und der obligatorischen Einvernahme von Beschuldigten, für die eine unbedingte Freiheitsstrafe vorgesehen ist (Artikel 352a), da sie die künftige Arbeit des Staatsanwalts stark beeinflussen werden.

Auch die Zukunft der Anwendung Tribuna ist ein zentrales Anliegen. Die diesbezüglichen Überlegungen (Erhaltung oder Ersetzung von Tribuna durch eine andere IT-Lösung) betreffen nicht nur die Staatsanwaltschaft, sondern alle Justizbehörden. Das derzeit verwendete Tool entspricht den Bedürfnissen der Staatsanwaltschaft. Allerdings wurde die Weiterentwicklung der verfügbaren Version eingestellt, und die Firma Delta Logic, welche Tribuna entwickelt hatte, durch die Volaris-Gruppe im März 2019 übernommen. Darüber hinaus gilt es zu bedenken, dass diese IT-Lösung keine Schnittstellen zu derjenigen der Kantonspolizei bietet, welche ebenfalls langfristig ersetzt werden muss. Die Bedürfnisse des Nutzers müssen weiterhin Priorität haben, und die Einschränkungen der IT dürfen sich in keiner Weise die Effizienz seiner Arbeit auswirken oder seine Arbeitsbelastung erhöhen. Die Staatsanwaltschaft hofft, dass die zu findende optimale Lösung nicht allein nach finanziellen Kriterien wird ausgewählt werden.

Der Bereich der Staatsanwaltschaft, welcher sich mit der Untersuchung und Verfolgung von Wirtschaftsdelikten befasst, muss durch eine langfristige Lösung gestärkt werden; es ist nicht mehr vorstellbar, dass diese Einheit trotz Unterbesetzung die hohen Anforderungen ihrer Aufgaben weiterhin erfüllen kann. Die Unterstützung, welche dieser Einheit zuteil werden soll, sollte uns jedoch nicht die 2019 festgestellte sehr hohe allgemeine Arbeitsbelastung aller Einheiten der Staatsanwaltschaft vergessen lassen. Nebst der ständig voranzutreibenden Optimierung der Arbeitsprozesse müssen im Jahr 2020 neue Lösungen gefunden werden, um das Gesamtvolumen der Arbeit wieder auf ein normales Mass zu bringen, unter Berücksichtigung der steigenden Zahl der Verfahren, der Zunahme der Anträge und der gesetzlichen Änderungen. Ziel ist es, die Verfahren unter Gewährleistung der höchstmöglichen Qualität innerhalb eines angemessenen Zeitraums abzuschliessen.

Schliesslich endet im Jahr 2020 die zweite Amtszeit des Generalstaatsanwalts und die erste Amtszeit der stellvertretenden Generalstaatsanwälte. Eine (Wieder-)Wahl wird organisiert werden müssen.

Beilage


1.1.2 Statistische Tabelle

Eingetragene Verfahren	15'678
Eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	14'114
Eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1'564
Eingetragene französischsprachige Verfahren	13'341
Eingetragene deutschsprachige Verfahren	2'337
Eingetragene ordentliche Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	15'630
Eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	5
Eingetragene Verfahren des Strafvollzugsrichters	43
Hängige Verfahren	4'579
Hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	149
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'930
Einstellungsverfügungen	898
Sistierungsverfügungen	1'105
Selbständige Einziehungsverfahren	0
Unzuständigkeitsentscheidungen (einschliesslich solche gegenüber den Oberämtern)	613
Nationale Rechtshilfeersuche	33
Internationale Rechtshilfeersuche	85
Rechtskräftige Strafbefehle	9'302
Einsprachen gegen Strafbefehle und Überweisung an den Polizeirichter	447
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	3'241
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	198
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	96
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	5
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	5
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	79

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	60
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	219
Anzahl Hafttage	19'973
Anzahl Beschwerden bzw. Berufungen, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	22
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	12
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch den Generalstaatsanwalt	2
Einsprachen des Generalstaatsanwaltes gegen Strafbefehle	2

Freiburg, den 22. Januar 2020


Fabien Gasser
Generalstaatsanwalt


Raphaël Brenta
Chefgerichtsschreiber